



## USINE DE SOTTEVILLE

### 4<sup>ème</sup> réunion de négociation sur le C.S.E

Le 20 Juin 2018, s'est tenue notre réunion de négociation centrale. Nous sommes vraiment convaincus aujourd'hui que le système R.H est la main droite du diable gouvernemental et patronal. Effectivement la D.R.H France nous affirme hier que les propositions suivantes sont les dernières de la direction.

Nous avons soutenu avec insistance le maintien de l'emploi en l'état de notre secrétaire administrative qui est avec nous depuis 5 ans. La direction a reconnu qu'elle ne pouvait pas remettre en cause cet accord d'établissement de 1993.

- ✓ Maintien du budget de fonctionnement CE dans l'état: soit 143 302,00 € par an, sans garantie du lendemain puisque la direction avoue à demi-mot que cette somme pourrait être renégociée à la baisse si l'effectif était diminué de 20% par rapport à 159 salariés (accord d'entreprise de 1997).

***Si le nombre de salariés était réduit à 127 nous devrions accepter une baisse conséquente du budget.***

- ✓ La création d'une commission CSSCT (en remplacement du CHSCT) avec quelques heures d'allouées pour son fonctionnement.

Pour le reste, c'est simplement la loi Macron légèrement améliorée. Autant vous dire que nous pouvons d'ores et déjà de prévoir la mise en vente des mobil-home du C.E, la fermeture de la salle Hauchard, la disparition des commissions voyage, séjour été, l'abandon de l'entretien du matériel de bricolage et sûrement beaucoup d'autre choses !!!

L'explication est claire, ce n'est pas avec 21 heures de délégation par mois et par élu titulaire que nous pourrions fonctionner comme aujourd'hui. Pour nous ces heures serviront à la défense des droits et intérêts des salariés. Nous ne voyons pas comment nous pourrions faire autrement, sachant qu'aujourd'hui nous n'avons pas assez de temps pour pouvoir faire face à une direction de plus en plus destructrice de nos conditions de travail et de nos acquis (*PSE, tribunal pour non-respect et escroquerie en tout genre*).

La commission du droit des salariés que nous avons demandée pour remplacer les D.P a été balayée d'un revers de main. Le représentant de proximité n'a pas été évoqué, nous n'avons pas d'heures de délégation pour les suppléants...

Il est tout simplement inacceptable pour les élus de ROUEN et VSE d'accepter un accord qui viserait à détruire totalement La CGT FILPAC chez KIMBERLY-CLARK, sachant que la direction souhaite un accord pour le 26 JUIN 2018. Nous n'irons pas à cette réunion de négociation, sauf si la direction accepte de nous transmettre par écrit et par mail nos dernières propositions (protocole d'accord).

*Comme toujours, nous prendrons nos responsabilités et ne signerons pas cet accord sans nos dernières propositions, sachant qu'après la direction passera en force et appliquera la loi MACRON.*

**Le Vendredi 31 Août 2018 aura lieu une assemblée générale du personnel à la salle HAUCHARD, afin de définir un plan de bataille qui nous mènera forcément à une victoire si nous sommes tous ensemble.**

**Nous ne pouvons pas penser une seule seconde que nous pourrions être ramenés à l'âge de pierre.**

**Dès Septembre ensemble nous ne lâcherons rien !**